

Burundi : une conférence publique sur la vie chère se tiendrait mardi

@rib News, 06/08/2012 â€“ Source Xinhua Les confÃ©dÃ©rations syndicales, les organisations et les collectifs engagÃ©s dans lutte contre la vie chÃªre maintiennent leur dÃ©cision d'organiser mardi une confÃ©rence publique sur la vie chÃªre au Burundi pour trouver des voies et moyens de s'en sortir et ce, sans l'autorisation du maire de la ville de Bujumbura. Â«Â Les organisations signataires de cette dÃ©claration informe le public que la confÃ©rence publique de ce mardi reste maintenue (...). Elles invitent les personnes intÃ©ressÃ©es Ã venir discuter des problÃªmes liÃ©s au dÃ©lestage qui continueÃ Â», selon une dÃ©claration commune publiÃ©e lundi.

La rÃ©union abordera aussi la derniÃªre hausse des prix des produits BRARUDI (Brasserie et LimonadÃ©ries du Burundi) Â«Â afin de proposer au gouvernement des pistes de solutionÂ Â», indique la dÃ©claration des organisations membres de la Campagne contre la vie chÃªre Tharcisse Gahungu et Gabriel Rufyiri, respectivement prÃ©sidents de la COSYBU (Syndicats) et de l'OLUCOME (SociÃ©tÃ© civile). Â«Â La confÃ©rence publique du 7 aoÃ»t 2012 n'a rien Ã voir avec la haine tribale ou la violence du moment que nous avons sollicitÃ© la prÃ©sence du reprÃ©sentant du maire et sa sÃ©curisation (de la confÃ©rence Ndlr) par les forces de l'ordreÂ Â», seuls Ã©lÃ©ments lâ©gaux interdisant une manifestation publique ou une rÃ©union. Or, depuis le 28 juillet 2012, le maire de la ville de Bujumbura a Ã©changÃ© avec les organisateurs de cette confÃ©rence des correspondances qui, aux yeux de ces derniers, Â«Â ressemblent Ã des manÃ©uvres et des astuces pour empÃªcher Ã la population de discuter des problÃªmes qui les concernent, en l'occurrence la question du dÃ©lestage de l'Ã©lectricitÃ© ainsi que la question de la hausse des prix des produits de la BRARUDIÂ Â». Les organisateurs de cette confÃ©rence Ã©voquent le dÃ©cret de 1991 dans lequel ils voient un rÃ©gime de dÃ©claration (une simple dÃ©claration ou information Ã l'autoritÃ© pour annoncer la manifestation ou la rÃ©union), et trouvent que le maire veut appliquer plutÃ´t le rÃ©gime d'interdiction. Au Burundi, la vie qui Ã©tait dÃ©jÃ chÃªre pour un pays qui sort d'une longue guerre fratricide de plus d'une dizaine d'annÃ©es a Ã©tÃ© rendue plus difficile ces derniers jours avec la hausse des prix des produits de la BRARUDI intervenue au lendemain de la rÃ©vision budgÃ©taire d'une part, et avec le dÃ©lestage de l'Ã©lectricitÃ© due Ã une baisse de pluviomÃ©trie d'autre part.